



Arrêté N°2025 - 027

Relatif aux prélèvements et à l'emport hors du cœur de parc national de végétaux, d'insectes et à l'installation d'enregistreur acoustique en cœur de parc

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L.331-4-1;

Vu le décret n°2009-614 du 3 juin 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Guadeloupe aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 et notamment son article 3,

Vu le décret n°2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe, et notamment la modalité 2 de son annexe 2 relative aux modalités d'application de la réglementation pour les cœurs,

Considérant la sélection du projet nécessitant ces prélèvements par le Parc national de la Guadeloupe lors de la soumission à l'Appel à projet scientifiques 2024 ;

Considérant la demande d'autorisation formulée par M.DESSANGES Barthélémy le 20 mars 2025 ;

Considérant que ces actions ne sont pas réalisables en dehors des cœurs de parc national ;

Considérant l'intérêt de ces travaux pour l'approfondissent des connaissances sur le continuum forêts marécageuses-mangroves de Guadeloupe ;

DECIDE

Article 1

Monsieur DESSANGES Barthélémy et son équipe, inscrite à l'article 2, peut prélever des végétaux, insectes et procéder à l'installation d'enregistreur acoustique.

Article 2

La personne responsable des prélèvements est DESSANGES Barthélémy
BDessanges entomologie, - 2148 Chemin neuf, 97114 Trois-Rivières.

bdessanges_entomo@outlook.com

07 68 55 41 42

Il pourra être accompagné de :

- Julie PAUWELS, chiroptérologue indépendante
- Mike HELION, botaniste indépendant

Article 3

Les prélèvements sont autorisés sur les sites de Perrin et de Belle Plaine à raison de deux zones par site.

Article 4

L'autorisation est accordée **de la date de signature jusqu'au 31 mai 2025**.

Article 5

Les prélèvements de végétaux seront réalisés à la main (pour identification en laboratoire) lorsque le besoin est clairement identifié. Au besoin, une coupe de la plante au couteau sera réalisée.

Les insectes seront piégés par interception et attraction lumineuse. Ils seront collectés dans un pot de récolte composé d'un mélange conservateur. Pour ce faire, 3 pièges seront activés par sessions et durant 2 à 8 jours avec et sans attraction lumineuse.

Les prélèvements botaniques et entomologiques auront respectivement un maximum de 30 échantillons et de 600 spécimens.

Article 6

L'opérateur prendra également les dispositions matérielles nécessaires pour éviter tout impact préjudiciable à la Faune, la Fonge et la Flore environnantes.

Les agents commissionnés et assermentés sont compétents pour contrôler la bonne exécution du présent arrêté et habilités à verbaliser en cas d'infraction.

Le bénéficiaire devra présenter l'autorisation à toute réquisition de ces agents et soumettre le prélèvement éventuel à leur contrôle.

Par ailleurs, le non respect des règles et prescriptions applicables à la présente autorisation, peut entraîner une procédure administrative à l'encontre du bénéficiaire.

Article 7

Le cas échéant, l'autorisation ne dispense pas le responsable de l'étude de demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13616*01).

Article 8

Le cas échéant, le responsable de l'étude devra présenter une déclaration relative au dispositif « APA » (Accès et partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées) effectuée auprès du Ministère de la transition écologique et solidaire préalablement à la campagne de collecte d'échantillons.

(<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/apa-declaration-pphysique>)

Article 9

Les personnes autorisées à pratiquer ces prélèvements (article 1) devront porter un brassard « partenaire Parc national de Guadeloupe » lors de leurs activités en cœur de parc national (à retirer à l'accueil aux heures d'ouverture - Montéran - 97120 Saint Claude).

Article 10

Le responsable des prélèvements veillera à tenir le Parc national de Guadeloupe informé du déroulement des opérations par l'intermédiaire du Service Patrimoines (SPAT) ou du Pôle Terrestre :

- Aurélie Brute (Chargé de mission « Milieux terrestres ») :

aurelie.brute@guadeloupe-parcnational.fr – 0690 19 30 90

- Thibaut Glasser (Chef du pôle marin) :

thibaut.glasser@guadeloupe-parcnational.fr – 0690 74 08 73

Si cette condition n'est pas respectée, elle entraînera l'annulation de cet arrêté.

Article 11

Un rapport concernant les spécimens collectés et leur géolocalisation sera fourni au Parc national de la Guadeloupe **dans un délai d'un mois maximum après la fin de chaque mission**. Dans le cas où les spécimens auront été identifiés, le rapport devra les mentionner.

En fin d'année, la liste récapitulative de l'ensemble des espèces identifiées, avec les coordonnées GPS, sera remise au Parc national de la Guadeloupe sous format tableur pour intégration dans sa base de données et SINP en lien avec le Service Informatique (SI), selon les modalités spécifiées dans la rubrique « contribuer » de l'Atlas Karunati : <https://karunati.fr/contribuer/>

Article 12

Toutes les publications qui découleront de ces études devront mentionner l'autorisation du Parc national de la Guadeloupe dans la rubrique « remerciements ». Une version PDF de ces publications lui sera adressée.

Article 13

Ce projet de prélèvements assure la totale gratuité d'accès aux sites sous la responsabilité du Parc national de la Guadeloupe et des concessions partenaires pour l'entièreté de la durée de l'autorisation.

Article 14

Le chef du Pôle Marin et la responsable du Service Patrimoines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente autorisation qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe et notifiée aux intéressés.

Article 15

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé avec avis de réception, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

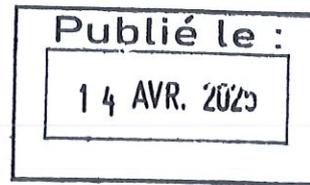
Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Basse-Terre territorialement compétent.

Fait à Saint-Claude, le 14 AVRIL 2025

Le Directeur

Le Directeur

Harry OZIER-LAFONTAINE



Harry OZIER-LAFONTAINE